

Editorial

Peuple en danger

samedi 23 décembre 2006, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 21 décembre 2006).

Terribles images qui nous parviennent, chaque jour, d'une Palestine au bord du précipice. L'impossibilité, pour le Hamas et le Fatah, de s'accorder sur une sortie de l'affrontement qui les opposent, telle que la préconisait le document signé par les prisonniers issus de toutes les composantes du mouvement national, les rivalités entre appareils politiques et notables, les manœuvres opposant entre elles les deux têtes de l'Autorité nationale palestinienne, le frottement constant des factions militaires qui leur sont liées, ont amené tout un peuple au seuil de la guerre civile. Un peuple qui n'avait vraiment pas besoin de cela, vivant au quotidien l'occupation, la colonisation, les bombardements, les assassinats ciblés, l'embargo économique et la catastrophe humanitaire, minutieusement orchestrés par le gouvernement israélien.

La responsabilité de ce calvaire et de cette crise majeure revient au premier chef à l'État d'Israël, qui aura tout fait pour étouffer et désintégrer la société palestinienne et sa représentation politique. Elle appartient aussi à une « communauté internationale » qui n'a cessé de se rendre complice d'une politique consistant à interdire qu'un véritable État puisse jamais voir le jour à Gaza, en Cisjordanie et sur la partie orientale de Jérusalem. La compassion aujourd'hui affichée par les autorités de l'Union européenne est, à cet égard, une véritable honte. On prétend se soucier de la détresse des Palestiniens, alors que l'on a contribué à les spolier de leurs droits nationaux, par exemple en refusant régulièrement de prendre des sanctions contre les dirigeants de Tel-Aviv, et même en les privant de crédits en janvier dernier à l'issue des élections que remporte le Hamas.

Le peuple palestinien a besoin d'une solidarité politique accrue dans le difficile moment qu'il traverse. Conjurer le chaos qui le guette, c'est avant tout agir pour que sa souveraineté soit garantie, pour que les prisonniers soient libérés, pour que le droit au retour des réfugiés soit reconnu, toutes questions qui ont déjà fait l'objet d'innombrables résolutions des Nations unies, ignorées depuis des années. C'est également exiger de nos gouvernants, comme de ceux de l'UE, qu'une aide d'urgence lui soit accordée pour éviter qu'il ne soit saigné à blanc. Montrons-nous à la hauteur de l'enjeu.

P.-S.

* Paru en éditorial dans Rouge n° 2186 du 21 décembre 2006.